

Microsoft pris dans la toile... chronique d'une mort annoncée ?

Les auteurs :

Diplômé d'Harvard, docteur en mathématiques et en économie, **Bruno Lemaire** est professeur à HEC dont il a été vice-doyen.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les nouvelles technologies relationnelles :

- « Gagner dans l'incertain »
- « Entrepreneurs et entreprises du 4^{ème} Type »
- « De Karl Marx à Bill Gates »

bmlemaire@wanadoo.fr

Spécialisé, depuis quelques années, dans les TIC et les collectivités publiques **Bruno DECROOCQ** a notamment été responsable pour la France, de la stratégie Internet d'un groupe industriel de l'informatique et des télécoms. Il a également participé au développement du projet « Parthenay, ville numérique ».

bruno.decroocq@wanadoo.fr

Article publié à HEC – Février 2004

Microsoft, leader mondial du logiciel au point d'être aujourd'hui en position de quasi-monopole, est pris dans la toile, en proie à une situation de rupture qui remet en cause sa structure même et son modèle économique.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, les effets du réseau Internet se combinent avec les spécificités de l'économie informationnelle pour mettre à mal le géant américain.

« J'ai un instinct naturel pour traquer les mauvaises nouvelles. Quand quelque chose va mal, je veux en être informé. Les gens qui travaillent pour moi l'ont parfaitement compris. Je reçois parfois des emails qui commencent ainsi : « dans la série les mauvaises nouvelles doivent remonter plus vite que les bonnes, en voici une ».¹

La route du futur semble bien parsemée d'embûches pour le géant Microsoft et nul doute que la boîte aux lettres de Bill Gates doit être bien encombrée ces temps-ci. Qu'elles arrivent des prétoires, du marché ou des problèmes virologiques de Windows, elles s'amoncellent avec pour dénominateur commun : Internet.

Il peut sembler bien présomptueux, ou pour le moins paradoxal, d'annoncer la mort d'un géant, alors que son omniprésence dans les TI n'a jamais semblé aussi évidente. Serions-nous, comme tant d'autres, atteints du syndrome « anti-Microsoft », associé aux clichés classiques : les logiciels de l'entreprise seraient « pourris », le seul génie éventuel de Bill Gates serait son sens du marketing, et ses seules forces ses pratiques mafieuses ?

Non, les logiciels de Microsoft, quelles que soient leurs limites, sont de bon niveau, et nous en sommes nous-mêmes, ou en avons été, des utilisateurs assidus. Soulignons ici aussi que Microsoft a contribué largement, nolens volens, au développement de l'Internet. Nous lui devons la démocratisation des ordinateurs et de l'informatique de masse qui voit converger, aujourd'hui, des millions d'utilisateurs de PC vers l'Internet où se joue, presque comme une ironie de l'histoire, la fin du modèle du géant américain. Les raisons de notre prise de position sur la mort de Microsoft sont moins techniques que ... culturelles.

Voilà, le mot est lâché. Et pour éviter toute ambiguïté sur ce mot, devenu passe-partout, donnons-en une première approche, une tentative de définition. La culture, en dehors d'appartenir spécifiquement à l'espèce humaine, est ce qui rapproche, ou oppose, des groupes ou des communautés, c'est un ensemble de valeurs, morales, spirituelles, de traditions, et reflète souvent, mais pas toujours, une histoire commune, ou un avenir projeté en commun.

Dans le contexte qui nous intéresse ici, celui de la fin de Microsoft, dernier empereur des débuts de

¹ p151 « Le travail à la vitesse de la pensée » Bill Gates : - Editions Robert Laffont © 1999

l'ère de l'information, la culture c'est aussi ce qui sépare le plus le modèle économique de Microsoft de celui des « inventeurs-développeurs-utilisateurs » du réseau Internet, comme nouvel espace public, mais aussi par ses langages et ses protocoles et de son enfant légitime : GNU dont on fête, cette année, le 20^{ème} anniversaire. Modèles qui opposent une entreprise industrielle très puissante, voire impérialiste, mais refermée sur ses certitudes, à un ensemble réticulaire, un tissu de relations et d'éléments disparates, une entreprise peut-être, mais sans les limites traditionnelles de la firme.

Cette entreprise, au sens étymologique plus qu'économiste du mot, peut être qualifiée d'entreprise relationnelle, entreprise dans laquelle l'éthique, le sens du partage et du don servent de ferments à l'éclosion d'un nouveau modèle d'intelligence collective comme l'a défini par exemple Pierre Lévy.

A l'heure où tout le monde s'alarme à juste titre de la marchandisation de la culture, on assiste là, nous semble-t-il, à un combat symbolique et culturel d'une rare intensité et qui fait charnière, presque symptôme, entre capitalisme informationnel classique et son « recyclage » au seuil de la société en réseau.

Et il nous semble que Microsoft, même si d'autres entreprises moins emblématiques ne manqueront pas de subir le même sort, n'y résistera pas. Son modèle structurel et sa puissance ne lui permettent pas d'affronter un ennemi « invisible », insaisissable, sans contour, ni limite(s), qui ne lui fait jamais front dans l'espace d'un réseau que le géant américain ne peut pas, ou plus, prétendre contrôler en dépit de tous ses efforts.

Se dessinent ici, comme le dit Solveig Godeluck², les nouvelles cartes de la géopolitique de l'Internet. On y trouve à l'oeuvre la recombinaison inédite d'une économie déplacée pour l'essentiel, comme l'analyse en particulier Jeremy Rifkin³, vers un nouvel « âge de l'accès » où le capital intellectuel, l'imagination, la créativité humaine, incarnent désormais la richesse. Ce qui rend assez vain le rêve du capitalisme classique à clôturer, techniquement, juridiquement de nouveaux espaces de « rareté » et de profitabilité (cf. les investissements stratégiques dans la brevetabilité logicielle ou celle du vivant...). Il n'est qu'à se souvenir de l'explosion de la bulle Internet pour se convaincre que les tentatives de mettre l'Internet aux coupes bien réglées du tout marchand ont rendu caduc plus d'un business plan. Lorsque le monde évolue et se transforme à toute allure, les voracités commerciales qui tentent de le modeler en l'enfermant dans un carcan semblent vouées à l'échec, même si cette stratégie peut apparaître comme la seule possible, « culturellement » et concrètement, pour les entreprises traditionnelles, sauf à scier la branche sur laquelle elles sont assises.

Si l'économie symbolique travaille à « tarifier et vendre » davantage de notre temps et de notre identité, gageons que ce qui est à l'oeuvre, ici, dans cet affrontement culturel, porte les enjeux majeurs du XXI^{ème} siècle. Il ne va plus (seulement) s'agir de produire de la valeur, mais des valeurs. Celles dont il est question sont celles du vivre ensemble, et différemment, dans un monde où les valeurs humaines réapparaissent dans de nouveaux tissus de relations, et où la conscience planétaire se fait jour peu à peu. C'est l'enjeu politique sous-jacent qui porte notre démonstration. Celui du pouvoir de l'identité pour le dire avec Manuel Castells⁴ et l'affrontement de systèmes de valeurs différents.

L'éthique... à cœur...

Pour parler de cette opposition, qui nous semble irréductible, entre le mode de fonctionnement « ancien », celui de l'économie industrielle poussée à ses dernières extrémités, et le mode de fonctionnement nouveau, illustré par le réseau Internet et GNU/LINUX, certains évoquent une nouvelle éthique, à l'instar de Pekka Haminen⁵ et de son éthique hacker, qui serait « une nouvelle éthique du travail » qui s'oppose à celle protestante du travail telle que l'a définie Max Weber. Mais le mot culture, moins connoté moralement, nous semble préférable pour parler de ce changement profond de paradigme entre la logique capitaliste traditionnelle et la logique adaptative actuelle, plus nomade,

² Solveig Godeluck : La géopolitique d'Internet – Editions de la Découverte - 2002

³ Jeremy Rifkin : L'âge de l'accès – La vérité sur la nouvelle économie - Editions La Découverte 2000

⁴ Manuel Castells : Le pouvoir de l'identité – Tome 2/3 de l'ère de l'information – Editions Fayard 1999

⁵ Pekka Himanen : L'éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information – Editions Exil - 2001

celle de la société de l'information et de la connaissance en réseau. Il ne s'agit pas, en effet, de prétendre que tel modèle est « meilleur » - au sens moral ou éthique du mot, qu'un autre⁶ - mais de montrer, telle est du moins notre intention qu'il est moins bien, ou mieux, adapté aux circonstances concrètes, réelles, du monde contemporain. Ce n'est pas non plus la « fin du travail » que nous annonçons, mais la fin d'une certaine forme de travail, essentiellement subi, travail « souffrance » qui, dans certains cas, peut et doit être remplacé par un travail « plaisir », « réalisation de soi », comme si chaque individu concerné se transformait, d'une position de tâcheron ou d'exécutant, à celle de créateur ou d'artiste. Ce travail « plaisir » ne signifie nullement un travail « sans efforts », mais ce n'est pas l'effort en lui-même qui est méritant, et qui devrait, en tant que tel, être récompensé. Comme le souligne Eric Raymond en citant le père de Linux, Linus Torvalds, même si « **C'est très amusant d'être un hacker, (...) c'est un amusement qui demande beaucoup d'efforts** ». Si on pouvait interroger Van Gogh, il dirait sans doute la même chose à propos des peintres, qui eux non plus, à l'évidence, ne travaillent pas nécessairement dans la facilité.

Dans l'éthique protestante du travail telle du moins qu'elle a été décrite par Max Weber, le travail était une fin en soi, une façon d'interpréter les conséquences du péché originel et du rejet de Dieu par ses créatures : « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». En fait, ce serait le « travail-passion » qui remplacerait le « travail-souffrance », même s'il peut y avoir des formes ou des phases de souffrance dans la passion. Dans la « passion du Christ », le Christ ne recherchait évidemment pas la souffrance, mais il l'acceptait. Sans vouloir faire un parallèle absurde, et déplacé, entre les motivations des hackers et celles des premiers chrétiens, il nous semble que, dans les deux cas, ils partagent quelques points communs. Ni les uns, ni les autres, ne recherchent véritablement, dans leurs actions, une rentabilité immédiate ou un profit personnel. Leurs actes ne sont sans doute pas gratuits, mais leur éventuelle gratification n'est pas là. Elle est davantage de l'ordre du symbolique, qui dans l'acception qui nous intéresse ici, ne signifie nullement une rémunération financière réduite à la portion congrue, mais est davantage à comprendre dans le champ de l'identité. **Je donne donc je suis.**

Dans le cas des hackers, en tout cas, et s'il faut en croire ce qu'ils en disent eux-mêmes, il nous semble qu'ils ont trouvé, ou retrouvé, une des motivations les plus profondes de l'homme, que des siècles d'économie industrielle avaient totalement estompée. L'homme a besoin d'objectifs qui le dépassent pour pouvoir se dépasser, et cet objectif ne peut se résoudre aux seules fins d'amasser toujours plus d'argent ou de richesses. Ce qui est remarquable, ce n'est évidemment pas que les hackers contestent, ou contesteraient, l'importance trop grande donnée à l'argent. Depuis que le monde est monde, il y a toujours eu des voix pour le dire, même si elles n'ont pas souvent été écoutées. Le veau d'or ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui est remarquable, c'est bien que, ce faisant, par leurs actions mêmes, ils montrent que des entreprises non classiques, ne fonctionnant pas avec comme objectif affiché la recherche du profit, peuvent être rentables par le seul fait que leurs « produits », biens ou services, sont de meilleure qualité, ou plus efficaces, que leurs pendants produits par des entreprises « traditionnelles ». Pour le hacker, et plus généralement pour le « travailleur en réseau », la distinction pertinente n'est pas, n'est plus, entre le travail et les loisirs, mais dans l'intérêt que l'on porte à telle ou telle de ses activités. Dans « De Karl Marx à Bill Gates », dont le sous-titre était « de nouvelles pistes pour les activités humaines », Bruno Lemaire⁷ abordait déjà cette question qui concernait la place du travail dans les sociétés modernes, face aux activités humaines, dont ce dernier n'est qu'une composante, historiquement datée. Pekka Himanen ou Manuel Castells enfoncent le clou en précisant que l'important, c'est l'intérêt que l'on peut porter à telle ou telle de nos propres activités, dans la créativité que nous développons, ou non, dans la passion (toujours ce fameux travail-passion) que nous y portons.

Pour nous, c'est sans doute ce point qui est le plus difficile à comprendre, et encore plus à accepter par un personnage comme Bill Gates, qui, dès ses débuts comme programmeur « prodige » – à 17

⁶ Les auteurs peuvent bien sûr avoir leurs préférences. Mais aucun groupe ou société humaine ne peut prétendre que son système de valeurs est « meilleur » qu'un autre, à moins de faire référence à un méta-système transcendant, qui, par définition, ne peut être démontré, puisqu'étant hors modèle. Le lecteur scientifique pourra aussi se reporter aux théorèmes de Godel sur l'incomplétude des systèmes formels, ou aux thèses de Turing sur l'inexistence formelle d'un programme superviseur de programmes. Nous pouvons seulement dire qu'un système de valeurs est plus cohérent qu'un autre, ou plus facile à appliquer dans tel ou tel contexte, ou mieux adapté à tel ou tel type de situation. Mais on peut aussi éviter toute tentation normative, et se contenter d'une approche descriptive, qui n'interdit pas toutefois des pronostics ou des prises de position, comme le montrent clairement les développements esquissés dans ce papier.

⁷ Bruno Lemaire : De Karl Marx à Bill Gates – De nouvelles pistes pour les activités humaines. Editions HEC 1998

ans, écrire le langage de programmation BASIC n'était pas si évident – souhaitait que ce soit rentable (cf. ci-dessous sa lettre de 1976). Bill Gates doit sa fantastique réussite à son talent et au fait que l'informatique est devenue incontournable. Mais la généralisation de cette informatique, individuelle certes, devenue collective et «relationnelle», du seul fait de son succès, et du développement d'Internet, risque d'apparaître dans un avenir proche comme une des principales raisons de son échec futur.

Pour éviter tout angélisme ou toute suspicion d'utopisme, rappelons que ces nouvelles formes de travail ne sont possibles que parce que l'essentiel de la production de richesses est constitué de « services », et que la production « matérielle » de base (celle qui correspondrait à ce que Marx qualifiait de reproduction simple, ou encore d'économie de subsistance), en dépit des inégalités flagrantes entre les différentes régions du monde, est assurée soit par une main d'œuvre peu qualifiée et très peu payée, soit par des machines. Mais si l'économie des pays développés se hisse sur le haut de la pyramide de Maslow, pour satisfaire des besoins de plus en plus élaborés, culturels et identitaires, gageons que cet affrontement entre systèmes de valeurs radicalement opposés va peser de tout son poids. La mondialisation de ce débat pourra d'ailleurs, faisons un peu de prospective, trouver à régler, sous d'autres normes que le libéralisme purement économique – ou libéralisme « sauvage » – des combinaisons plus harmonieuses entre besoins de subsistance et besoins de plus haut niveau. Les prémices d'une société civile mondiale en constitution semblent en porter les germes.

Ce n'est que dans ce contexte, qui concerne l'ensemble des pays développés – là encore, toujours avec des inégalités très importantes - et une bien trop petite moitié du monde, que le travail-passion peut avoir droit de cité et, plus encore apparaître comme un travail très productif, et donc très rentable. Comme si, dans un mélange improbable, l'enthousiasme des chercheurs et la créativité des artistes avaient fini par croiser la route des entrepreneurs et leurs objectifs traditionnels de rentabilité.

Ceci n'implique pas, en soi, que l'entrepreneur Bill Gates ne peut rencontrer, lui aussi, des créateurs-artistes, dont un certain nombre travaillent sans doute chez Microsoft. Mais la mauvaise nouvelle, pour Microsoft s'entend, c'est que les 15 ou 20.000 programmeurs de l'entreprise ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport au vivier potentiel ou déjà à l'œuvre de millions d'experts en tout genre qui « s'éclatent » sur Internet, en partageant, dans un bouillonnement créatif sans précédent, leurs interrogations et leurs succès, dans une liberté, sans doute quelque peu chaotique, et conviant des millions d'utilisateurs à leur renvoyer l'écho des usages des logiciels développés et de ce nouvel «être ensemble» permis par le réseau. Cette intelligence collective ne peut être managée de façon centralisée, par une personne seule ou même une équipe, fut-elle dirigée par un personnage de l'envergure de Bill Gates. N'en déplaise au géant américain.

L'économie informationnelle : organiser la rareté

L'économie de l'information est différente de l'économie industrielle. Cette dernière se caractérise principalement par la lutte contre la rareté. Il s'agissait de produire en nombre et de massifier l'offre. Le paroxysme organisationnel de cette économie s'est concrétisé dans le taylorisme et le fordisme.

En revanche, l'information ne répond pas aux mêmes lois sur la rareté. Au contraire même. Elle se distingue par la facilité avec laquelle on peut la reproduire à l'infini et ceci pour un coût marginal.

Le coût du développement d'un logiciel, bien d'information s'il en est, est pour l'essentiel concentré dans son premier exemplaire. Ce sont les coûts fixes. La reproduction et la diffusion d'un logiciel se font ainsi à coûts variables marginaux. En effet, copier un logiciel et le distribuer sur un CD-ROM ou mieux encore aux frais du client en le mettant en téléchargement sur Internet ne coûtent presque rien.

Lorsque vous éclairez la lanterne de quelqu'un, vous ne vous appauvrissez que du pouvoir que vous aviez sur lui. Il en va ainsi dans l'économie logicielle qui crée artificiellement de la rareté là où il pourrait y avoir une abondance qui ne coûterait, pour l'essentiel, qu'en manque à gagner. C'est d'ailleurs, redisons-le ici, tout l'enjeu du débat sur la brevetabilité du logiciel qui a agité l'Europe en fin d'année dernière.

Il est en effet stratégique pour l'économie logicielle d'être propriétaire de brevets et de ne pas rendre accessibles ses sources. Il s'agit d'organiser l'exclusion pour gérer, à sa main, les conditions de l'inclusion qui sont celles de l'argent bénéficiant en plus de la théorie des rendements croissants. Plus vous allez distribuer ce premier logiciel qui vous a coûté de l'argent plus le coût initial va se diluer dans le nombre d'exemplaires vendus, sans coûts structurels ni variables significativement plus importants. Cela, on s'en doute, favorise les tentations monopolistiques. Bien entendu, si les coûts vont en diminuant, et plus particulièrement si ceux de reproduction sont négligeables par rapport aux coûts d'invention, la tentation va être grande pour les suiveurs d'attendre que d'autres inventent, et pour les inventeurs potentiels soit... de ne pas inventer ne pas créer, soit d'éviter une reproduction trop simple ou trop facile de leurs inventions, ou considérées comme telles. Comment donc organiser la rareté pour que le premier arrivé ne soit pas le seul à essayer les plâtres ?

Organiser la rareté... Plusieurs stratégies :

- Disposer de la propriété pleine et entière sur un bien d'information. Les droits de propriété intellectuelles et le copyright : en effet, chaque utilisateur d'une information doit s'acquitter d'un droit. Pas si facile à faire respecter ;
- Cibler et phaser les différentes formes de ce bien d'information. Une information boursière « en temps réel » n'a pas la même valeur que diffusée 15 minutes plus tard. Un livre au format poche est vendu 5 fois moins cher – pour un prix qui ne rend pas vraiment attrayant l'utilisation de la photocopie pour le reproduire - mais 12 mois plus tard que le même livre broché ;
- Joindre à ce bien tout un ensemble de produits ou de services qui personnalisent ce bien, et qui augmentent donc sa valeur d'usage, sans en augmenter véritablement le coût de reproduction ;
- Tenter de sortir à jets continus de nouvelles versions du produit de base, en les présentant ces nouvelles versions, à peine « relookées » parfois, comme de véritables innovations.

Imaginez les centaines de millions d'utilisateurs d'ordinateurs de par le monde qui se servent des logiciels de Microsoft et qui paient tous un prix, plus ou moins le même d'ailleurs, pour ces logiciels. Imaginez en revanche, un développement public et libre des mêmes logiciels et les économies considérables que cela engendrerait. C'est tout ou partie du projet GNU/LINUX. Ce qui fait d'ailleurs dire à François Elie⁸, président de l'ADULLACT qui nous a indiqué n'avoir mis aucun brevet sur son excellente citation : « **un logiciel libre est gratuit, une fois qu'il est payé** ». Pour donner une idée de l'ampleur des bénéfices engrangés, la marge brute⁹ de Microsoft est supérieure à 85%, c'est-à-dire la différence entre coût de production et chiffre d'affaires, et ce au moins pour Windows et la suite Office qui sont les vaches à lait de l'entreprise, et représentent à eux seuls la quasi totalité des bénéfices de Microsoft. Il est donc incommensurablement plus économique de mutualiser les coûts de développement des logiciels et de ne payer que ce fameux premier exemplaire, évitant ainsi de gaspiller des sommes considérables à alimenter les marges financières entretenues artificiellement par quelques sociétés éditrices.

On ne nous prendra pas ici en défaut de confondre logiciels libres et gratuits, même si le faux ami de l'expression anglaise « free software » peut parfois entretenir la confusion. Reste que beaucoup de logiciels qui entrent directement en concurrence avec Microsoft ont, en plus d'être libres, le bon goût d'être gratuits. Dans tous les cas, cela fait une raison supplémentaire, et qui vaut son pesant de dollars, de s'inquiéter pour Microsoft. Combien de temps continuerons-nous à payer lorsqu'il existe des solutions alternatives gratuites ? D'aucuns ne manqueront pas de poser ici la question du modèle économique du logiciel libre. Même si ce n'est pas, à proprement parler notre sujet, rappelons simplement que le coût le plus important du développement d'un logiciel est constitué par l'intelligence. Or, la communauté du libre a fait la démonstration qu'elle pouvait, avec une redoutable efficacité, sur un autre mode de rémunération que l'argent et dans un autre contexte que celui de l'entreprise logicielle traditionnelle, nouer cette intelligence autour de ses projets. On notera également, pour y revenir plus bas, que de plus en plus d'Etats dans le monde annoncent leur soutien

⁸ François Elie, président de l'ADULLACT : Association Des Utilisateurs de Logiciels Libres dans l'Administration et les Collectivités Territoriales.

⁹ <http://www.01net.com/article/197433.html>

et des moyens pour les logiciels libres et les standards Internet.

On observera aussi que de nombreuses entreprises du logiciel ou des IT n'ont pas hésité à revoir leur propre modèle économique en le déplaçant du logiciel vers le service et en utilisant les solutions libres et les standards de l'Internet. C'est que la liberté ne se transige pas. Pas moins pour les plus opportunistes. Avec, quand même, pour ces derniers, une restriction juridique de taille : La licence GPL qui ne donne aucune liberté aux ennemis de la liberté et interdit, à l'opposé exact des licences classiques, de contraindre la liberté d'utilisation, de copie, de modification des logiciels libres. Le modèle économique de l'industrie du logiciel glisse ainsi doucement vers un modèle de service. Ceci, bien sûr, mériterait d'autres développements. Gardons simplement à l'idée qu'une entreprise comme Microsoft dont l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par la vente de logiciels ne manque pas d'en être affectée. Sur ce volet économique, nous pourrions également rajouter que nombre d'entreprises, dans leur souci permanent d'économies, n'hésitent pas faire migrer leurs systèmes d'information vers des solutions à base de logiciels libres et/ou gratuits et des technologies Internet. C'est autant de parts de marché qui s'envolent pour Microsoft.

Microsoft, un géant aux pieds d'argile

Les relations entre Microsoft et l'Internet n'ont jamais été simples. D'un simple ordinateur de veille relié au web dans un couloir du siège de Microsoft en 1993 au phantasme de MSN, réseau propriétaire, les débuts de la relation entre Internet et Microsoft sont frappés d'incrédulité, avant qu'une prise de conscience radicale de la montée en puissance du réseau, en 1995, ne change la donne. Dans un mémo intitulé : « Le raz de Marée Internet¹⁰ », Bill Gates annonce cette nouvelle, et tardive, prise de conscience, ainsi que les nouvelles orientations stratégiques et l'adaptation de chaque secteur de Microsoft à l'Internet et explique : « **L'évolution d'Internet durant les prochaines années décidera de l'avenir de notre industrie pour longtemps... Internet est l'évènement le plus important depuis l'invention du PC d'IBM en 1981...** ». Qu'à cela ne tienne ! Bill Gates appelle ses troupes à opérer le repositionnement stratégique de toute l'entreprise autour du centre de gravité de l'Internet.

Sa puissance et la réactivité de son chef d'entreprise lui auront permis d'en devenir un acteur majeur, au moins au niveau technique. Mais est-ce suffisant ? Tout semblerait pourtant aller pour le mieux dans le meilleur des mondes pour Microsoft, si ce n'étaient... quelques menus soucis, une litote pour les problèmes récurrents de sécurité rencontrés par les utilisateurs des produits de Microsoft, c'est à dire par 90% des utilisateurs d'Internet.

Quoi de neuf docteur ?

On est presque surpris lorsqu'un mois se passe sans l'annonce qu'un nouveau ver est dans le fruit, que ce soit un virus, une faille de sécurité dans le système d'exploitation ou dans un logiciel qui remettent en cause l'intégrité des systèmes ou des applications de Microsoft. A chaque fois le même résultat : des millions de postes infectés. Cette litanie sans fin d'alertes critiques et de correctifs en tout genre prennent, avec le développement de l'Internet et l'omniprésence de Microsoft, des allures de catastrophe mondiale. Bien entendu, Microsoft n'est pas directement responsable, seuls les paranoïaques peuvent penser que les trous de sécurité dans les systèmes d'exploitation de Microsoft ont été laissés volontairement. Quoique...

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que cela n'a sans doute pas été la priorité des développeurs de Microsoft (même si les choses changent devant l'ampleur des dégâts) qui se consacrent davantage au marketing ou à l'ajout aux logiciels de nouvelles fonctionnalités. En attendant, l'entreprise en profite pour promouvoir de nouvelles versions de ses produits, dans une stratégie de « versionnage » qui dégage de juteux nouveaux profits. Nous sommes bien loin d'une garantie décennale, on serait plutôt dans le cadre d'une garantie trimestrielle, de nouveaux « packs » sortant 3 ou 4 fois par an. Et, bien entendu, c'est encore au client de payer de son temps et de son argent pour boucher les trous de sécurité, d'appliquer toute médication utile à la correction des bugs laissés, innocemment ou non, par les ingénieurs de Microsoft. Quand les conséquences ne sont pas plus dramatiques encore, pour un

¹⁰ p162 Le travail à la vitesse de la pensée. Bill Gates : - Editions Robert Laffont © 2000

jeu, si on voulait faire un peu de mauvais humour, qui peut parfois coûter très cher, avec cet exemple du vol du code source du jeu «Half-life 2» qui a été dérobé au PDG de la société Valve en raison d'une faille de sécurité dans le logiciel de messagerie Outlook. Dans ce cas aucune assurance ne joue, bien sûr, même si les pertes endurées peuvent être de plusieurs millions de dollars.

La face cachée de Microsoft... de plus en plus visible...

A côté de ces problèmes, qui peuvent apparaître purement techniques, mais qui sont assez révélateurs de l'état d'esprit, de l'attitude, de l'éthique de Microsoft vis-à-vis de ses clients, comment ne pas citer d'autres types de problèmes, qui prennent souvent la forme de questions juridiques, mais qui traduisent là encore l'état d'esprit de Microsoft à l'égard de ses concurrents, voire de ses partenaires. Les tentations monopolistiques de Microsoft sont tout à fait conformes à ce que disait déjà Karl Marx, il y a 150 ans, sur l'impératif catégorique de toute entreprise capitaliste : croître ou mourir dès lors qu'elle n'arrive pas, ou qu'elle ne souhaite pas, se métamorphoser en d'autres entités. Tentations qui ne sont plus à démontrer, quelles que soient les arguties juridiques et techniques déployées par Microsoft et son bataillon d'avocats. Les procès qui lui ont été intentés depuis 7 ou 8 ans – en particulier par le DOJ¹¹ sur l'affaire Netscape – n'ont sans doute pas trop coûté à l'entreprise, les sommes déboursées n'étant qu'une goutte d'eau par rapport aux bénéfices engrangés depuis 20 ans. Et le livre « Le hold-up planétaire – La face cachée de Microsoft¹² », co-signé en 1998 par Roberto Di Cosmo et Dominique Nora n'a malheureusement pas pris une seule ride.

Ces ennuis juridiques ne sont sans doute pas terminés, à en croire les sanctions envisagées par la Commission Européenne contre l'abus de position dominante de Microsoft. Mais, l'essentiel n'est pas dans ces sanctions financières et les amendes très importantes que Microsoft finira peut être par payer, ni même dans le discrédit moral attaché à ces pratiques et qui n'améliorent pas vraiment l'image de marque de Microsoft auprès de la profession, d'abord, auprès du grand public, ensuite. La vraie menace, c'est... GNU/LINUX, et ses épines, aurait pu chanter Montand.

Microsoft est tombé sur un OS : GNU/LINUX

Là encore, citons Bill Gates lui-même, pour dépeindre l'attitude qu'il avait à 19 ans, il y a près de 30 ans, alors même que Linus Torvalds, le père de Linux, était encore à l'école primaire, cinq ans avant qu'il ne fasse ses premières armes en informatique, comme tant d'autres de sa génération, sur un Pet Commodore.

Lettre¹³ ouverte aux « Hobbyistes », la lettre de Bill Gates à la communauté des pionniers de l'informatique, publiée le mardi 3 février 1976 :

« Qui peut se permettre de faire travailler des professionnels pour rien ? Quel hobbyiste pourrait mettre trois hommes-année dans la programmation, détecter tous les bugs, documenter le produit et le distribuer pour rien ? Le fait est que personne, en dehors de nous, n'a investi d'argent dans le logiciel pour les hobbyistes. Nous avons écrit le BASIC pour le 8080, nous sommes en train d'écrire l'APL pour le 8080 et le 6800, mais rien ne nous incite à mettre ces logiciels à la disposition des hobbyistes. Vous êtes tout simplement des voleurs. Que penser de ceux qui revendent le BASIC pour Altair ? Ne se font-ils pas de l'argent sur le marché des logiciels pour hobbyistes ? Oui, mais ceux que l'on nous a signalés pourraient finalement y perdre. Ils donnent une mauvaise réputation à tous les hobbyistes, on devrait les chasser des réunions des clubs où ils apparaissent. J'aimerais recevoir des lettres de tous ceux qui souhaitent payer leur dette envers nous, et de ceux qui ont des suggestions ou des commentaires à faire. Écrivez-moi à 1180 Alvarado SE, #114, Albuquerque, New Mexico, 87108. Rien ne pourrait me plaire davantage que d'embaucher dix programmeurs et pouvoir inonder de bons logiciels le marché des hobbyistes. »

¹¹ DOJ : Département Of Justice des Etats-Unis

¹² «Le hold-up planétaire, la face cachée de Microsoft» de Roberto Di Cosmo et Dominique Nora. Editions Calmann-Lévy - 1998

¹³ http://www.freescape.eu.org/biblio/article.php3?id_article=155

Nous étions prévenus !

Bill Gates, dans sa vision entrepreneuriale d'alors, qui n'a pas changé depuis, ne pouvait même pas le rêver. La communauté GNU/LINUX l'a fait...

Le projet GNU/Linux : de la petite à la grande histoire du libre

Richard Stallman¹⁴, à la fin des années 70 était chercheur au MIT (Massachusetts Institute of Technology). Un jour, l'université a reçu de Xerox une imprimante laser. Une des toutes premières. Sauf que le logiciel qui pilotait cette imprimante ne permettait pas un accès libre au code source. Et donc lorsque l'imprimante tombait en panne ou ne fonctionnait pas bien, il ne pouvait pas, alors qu'il était développeur système, la réparer. Il demanda l'accès au code source. On le lui refusa. Il en fut choqué. Le deuxième élément déterminant de l'aventure du logiciel libre, a été l'arrivée au MIT d'un nouvel ordinateur, l'ancien au code source ouvert était devenu obsolète, et comme son système d'exploitation avait été développé en assembleur (langage machine) il n'était donc pas portable sur d'autres machines. Et ce nouvel ordinateur n'avait pas non plus de code source ouvert. Stallman prit alors la décision de créer un système d'exploitation. Il voulait, bien entendu, que celui-ci fût portable. Il choisit donc de le rendre compatible avec UNIX, qui était alors le système le plus utilisé. C'est la naissance du projet GNU, acronyme récuratif de **Gnu's not Unix**. Nous sommes là en 1984. Il décide de créer l'ensemble des logiciels qui fondent le système et de terminer par le noyau. Il crée la **Free Software Foundation**¹⁵ et développe son projet GNU jusqu'au début des années 1990. En 1991, coup de pouce du destin, alors qu'il patine un peu sur la partie noyau de son système, un jeune étudiant finlandais travaille sur un noyau à base Unix... Cet étudiant, c'est Linus Torvalds et le noyau, c'est Linux... Le mariage des deux donnera : GNU/LINUX.

A noter que Stallman prendra soin de protéger par la licence **GPL**¹⁶ (General Public Licence) l'ensemble des droits qu'il entend donner aux utilisateurs de logiciels libres. Linus Torvalds protégera d'ailleurs Linux de la même licence, précisant qu'il s'agissait là de sa meilleure décision. Nous ne rentrerons pas ici dans les détails des débats stratégiques qui gravitent autour des notions de licence, mais rappelons simplement les éléments fondamentaux de la licence GPL et qui s'articule autour du mot clé : liberté.

Nous pouvons faire tout ce que nous voulons avec le logiciel, mais si nous le redistribuons en totalité ou en partie nous devons donner les mêmes droits que ceux que nous avons à ceux à qui nous distribuons le logiciel. La licence garantit :

- La liberté d'utiliser le logiciel ;
- La liberté pour chacun d'étudier comment le programme fonctionne et de l'adapter à ses propres besoins ;
- La liberté de le copier ou de le diffuser ;
- La liberté d'améliorer soi-même le logiciel pour en faire profiter la communauté.

A noter que la licence GPL interdit que tout logiciel recouvert par cette licence soit inclus ni en totalité ni en partie, ne serait-ce qu'une seule ligne, dans un logiciel propriétaire. Elle diffère en cela sensiblement des concepts d'OpenSource, portés par Eric Raymond, et qui rendent le mixage entre codes sources ouvert et propriétaire plus souple.

GNU/LINUX enfant naturel de l'Internet

GNU/LINUX et Internet, même combat, car même attitude, même état d'esprit. Linus Torvalds est de la génération Internet, Bill Gates est sans doute né trop tôt (10 ans avant Linus) pour cela, d'autant plus que les succès de Microsoft n'ont pu, jusqu'ici, que le conforter dans cette attitude.

Linux est d'abord un enfant naturel de l'Internet. Le réseau a créé les conditions nécessaires à son développement. C'est la mise sur Internet du code source du noyau par Linus Torvalds, (le fameux

¹⁴ Résumé d'une partie de conférence donnée, le 10 novembre 1998 à l'université Paris VIII par Richard Stallman

http://www.linux-france.org/article/these/conf/stallman_199811.html

¹⁵ <http://www.fsf.org>

¹⁶ <http://www.gnu.org/copyleft/lgpl.html>

appel d'août 1991 : « **Hello à tous. Je travaille pour l'instant sur un système d'exploitation gratuit (ce sera un hobby (note des auteurs : comme une grimace à Bill Gates et à sa lettre aux Hobbystes) et non une occupation professionnelle). J'aimerais que vous me donniez vos impressions positives ou négatives sur ce travail** ». C'est l'attitude « **je donne tout de suite ce que j'ai fait, pour recevoir (plus tard)** », suggestions, critiques, et peut-être reconnaissance, puis, éventuellement succès, honneurs, et, enfin rémunération. C'est cette mise en commun, d'abord initiée par un individu puis collective des différents modules constitutifs du système d'exploitation Linux qui a réellement fondé la communauté Linux et qui a démontré, concrètement, toute l'efficacité de ce type de développement, archétype de ce que peut être l'intelligence collective en réseau. D'autres l'avaient imaginé avant, Stallmann en particulier, mais on doit à Linus Torvalds de l'avoir démontré magistralement, et concrètement, au point de faire trembler le géant Microsoft.

GNU/LINUX, comme enfant naturel de l'Internet, a ainsi permis le développement d'un Operating System (OS) alors même que ce type d'application informatique est considérée, à juste titre, comme l'une des choses les plus difficiles à développer, ce ne sont pas les milliers de développeurs de Microsoft qui pourront nous contredire sur ce point.

Cet OS a été réalisé, à l'inverse des processus de développement logiciel dans les grandes entreprises, en dehors de toute logique de planification. C'est le modèle du développement en «bazar». C'est Shumpeter qui gagne contre Descartes. L'OS Linux est également l'enfant, plus que du libéralisme, du libertarisme. Le modèle de rémunération qu'il promeut est celui de « l'éthique hacker » telle que définie par Himanen et que nous avons rappelée plus haut : celui de la reconnaissance par sa communauté. La valeur ajoutée du développeur nouveau «à la mode d'Internet», c'est son expertise de « knowledge-worker » sa passion et son sens du partage (celui qui ne partage pas est rejeté).

Le modèle tire sa force d'une logique autorégulée. C'est la dialectique revisitée du sujet et de l'objet, et du sujet individuel et collectif. En effet, l'objet est mesurable, identifiable, il peut être défini par des caractéristiques précises. Cet objet, dans le cas de GNU/LINUX, c'est le système d'exploitation et de tous les logiciels qui vont avec. Quant au sujet, c'est le développeur, en quête d'une « rémunération symbolique », celle de son IDENTITÉ, dans un groupe qui développe sa propre formation, qui délimite son propre investissement et sa propre rentabilité dans le projet.

L'argent, le chef ou la structure contractuelle ne servent plus de médiateur à son investissement. Le sujet est libre d'entrer ou de sortir du projet GNU/LINUX, d'y consacrer peu ou beaucoup de temps. Sa motivation existe. L'émulation, la «coopétition» chère à Pierre Lévy est ici à l'œuvre. Et enfin le rapport sujet individuel/sujet collectif se matérialise par le DON au collectif. Le bien commun. C'est la **copyleft attitude**. Cette nouvelle forme d'organisation, basée sur des interrelations non hiérarchiques, est évidemment totalement nouvelle, et peut difficilement être copiée ou reproduite, par une entreprise qui a bâti son succès sur un tout autre mode d'organisation. D'où les difficultés de Microsoft d'abord à comprendre, puis à contrer GNU/LINUX.

Ainsi, la connectivité du réseau, son adaptabilité phénoménale ont permis d'aboucher harmonieusement des compétences et des sujets autour d'un objet comme une réalisation bien concrète de l'expression : « Si tous les gars du monde se donnaient la main... » ou encore une version revisitée de « l'Internationale » marxiste déplacée des prolétaires aux informaticiens de toute la planète ce qui fait dire à Richard Barbrook¹⁷ : « **Aux frontières de la modernité, c'est maintenant l'échange marchand qui fait figure de parent pauvre par rapport à la circulation du don. La fermeture du travail intellectuel est mise au défi par une méthode de travail bien plus efficace : l'ouverture. (...)** » Sa performance est telle que des milliers de développeurs et d'utilisateurs rendent «non reproductible» par une entreprise aussi puissante que Microsoft un tel niveau et une telle masse de travail. Cette intelligence collective, cet effet réseau ont pour effet concret d'avoir permis, en moins de dix ans, la production à grande vitesse de ce que les experts considèrent comme le meilleur OS du monde, alors que les développeurs de Microsoft ont mis plus de 20 ans à produire un ensemble moins performant. Et, plus important encore, autour de cette mouvance, cette communauté GNU/LINUX de très nombreux logiciels libres (cf. mySQL, typo3, Apache, etc.) et de nouveaux langages (cf. php) ont vu aussi le jour, avec un niveau de qualité au

¹⁷ Extrait de l'article de Richard Barbrook : « Le cyber-communisme, ou le dépassement du capitalisme dans le cyberspace » : http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=171

moins égal, sinon supérieur, à celui atteint par les logiciels développés dans des conditions plus traditionnelles.

Le fait que GNU/LINUX, dans un tout autre mode de développement, ait pu prendre des parts de marché à Microsoft, dépasser celles d'Apple pour les postes de travail et représenter deux fois l'importance de Microsoft dans le domaine des serveurs réseau n'est évidemment pas anecdotique et indiquerait à lui seul le danger que représente GNU/LINUX pour la position dominante de Microsoft.

Mais au-delà des seules qualités techniques des logiciels libres, en particulier en ce qui concerne les aspects de sécurité, notons que l'on a, du fait essentiellement de ce mode de développement en réseau (il serait en effet absurde de prétendre qu'individuellement, les développeurs du monde libre, ou mieux libertaire, soient plus compétents que les techniciens et ingénieurs de Microsoft), un ensemble de logiciels :

- Ouvert (vertus « philosophiques-éthiques » ;
- Gratuit : n'importe qui peut disposer gratuitement de Linux ;
- Pérenne : si Microsoft connaît des aventures boursières incertaines (façon Enron), ses heureux (?) utilisateurs auront plus de mal à migrer – données et applications – d'un système propriétaire, fermé et non maintenu. C'est sans doute une vision un peu catastrophique, au moins au niveau des données, car même Microsoft a dû ouvrir quelque peu les spécifications de ses formats de données, et accepter d'en avoir une version « exportable », de type XML. Mais lorsque l'on voit les problèmes de rétro-compatibilité entre les différentes versions de Windows, Word, Excel ou Access, à l'intérieur même des produits Microsoft, on conçoit l'importance du problème ;
- Sûr : Linux est plus « sécurisée » (vertu positive de l'ouverture) que Windows ;
- Evolutif fonctionnellement, Linux dispose d'une task-force incommensurablement plus grande que Microsoft.

Software... to hard war... La guerre est désormais totale

Alors devant la montée en puissance de GNU/LINUX, serait-ce la panique chez Microsoft ? En tous cas, de déclarations agressives en contre-offensives technologiques ou marketing on assiste aux efforts désespérés de Microsoft pour endiguer la vague qui risque de l'emporter. GNU/LINUX est au cœur des préoccupations de Microsoft qui, de l'aveu même de ses dirigeants, attaque son modèle économique. Nous n'avons évidemment pas la prétention de donner des conseils stratégiques à Bill Gates ou à la Direction Générale de Microsoft. On peut raisonnablement penser que tout ce qui pouvait être tenté par des méthodes classiques, licites ou non, l'a été : rachats d'entreprises – mais là encore la stratégie de Microsoft reste classique, même quand on la compare à celle de Cisco, qui lorsqu'elle rachète une entreprise lui laisse quasiment toute son autonomie – et/ou intimidations, efforts très importants en R&D, démarches marketing astucieuses, stratégie de « capture » et d'enfermement des clients, et même la nomination en juin 2002 de Martin Taylor comme « monsieur anti-Linux » ou encore cette annonce, fin 2003, d'alliance technologique avec la société BIOS Maker Phoenix Technologies. Si nous ne pouvons lutter sur le software, nous lutterons sur le hardware en contrôlant la « biosphère », semble nous dire Microsoft. Et enfin dernier exemple en date, un site¹⁸ comparatif entre les solutions Windows et GNU/LINUX. Mais rien n'y fait.

Certains concurrents de Microsoft, du moins les plus classiques d'entre eux, ont dû... se soumettre, ou se démettre. Mais pas GNU/LINUX, qui depuis 20 ans, est la seule organisation qui a pu gagner du terrain sur Microsoft, sur le propre terrain de jeu de cette entreprise.

Alors est-ce véritablement impossible de lutter pour Microsoft face à Linux ?

Il s'agit, comme on l'a vu, de toute autre chose que d'un combat économique « à armes égales ». GNU/LINUX n'appartient à personne, n'est pas coté en bourse. Cela aurait été facile dans le cas contraire de l'acheter pour mieux le tuer, dans un baiser mortel réglé à coups de dollars, Microsoft disposant d'un cash et d'une puissance financière largement nécessaire à ce type de scénario. Mais si GNU/LINUX et les standards de l'Internet sont bien des concurrents, ils sont d'une toute autre nature qu'Apple – qui a perdu face à Microsoft, en dépit du caractère innovant – mais peu ouvert – de ce pionnier des environnements graphiques et conviviaux, ou encore IBM, un dinosaure lui aussi, mais

¹⁸ <http://www.microsoft.com/mscorp/facts/default.asp> : Get the facts on Windows and Linux

qui a dû abandonner tout développement de système d'exploitation pour ordinateurs individuels, OS/2 ayant capitulé devant Windows pour réorienter sa stratégie vers le service et redéployant son offre logicielle, comme un pied de nez vengeur, vers des solutions GNU/LINUX.

De fait, les armes ne sont pas égales. D'un côté, la puissance financière et marketing de Microsoft, mais au service d'une vision, sans doute dépassée, des rouages de l'économie. De l'autre, une armée innombrable, inter-reliée par le talent, le goût du partage, et, par-dessus tout, une passion commune : l'attitude, ou la « morale hacker ». C'est tout à la fois le modèle économique de Microsoft, son mode de développement, sa philosophie même qui sont attaqués. Si le monde nouveau est celui que nous annonçons, avec beaucoup d'autres, celui d'une économie de la connaissance en réseau, où recherche d'identité, respect de soi-même et des autres et mise en commun et partage d'informations sont devenus des valeurs clé, non seulement morales mais aussi économiques, alors, oui, Microsoft n'a aucune chance, à moins de se métamorphoser complètement, et donc de ne plus vraiment être Microsoft. Il y a là une leçon fondamentale à tirer des mésaventures du géant américain : l'éthique et les nombres reliés ne sont pas solubles dans l'argent. La réciprocité n'est pas vraie.

Certes, Microsoft n'a pas encore perdu, même du seul point de vue technique. Windows dispose encore, même si un certain nombre de développements faits autour des dernières versions de GNU/LINUX le démentent déjà, quelques avantages ergonomiques et, Microsoft dispose surtout d'une « base installée » considérable de clients. Cette situation de quasi-monopole est indiscutable : 90% des utilisateurs d'ordinateurs individuels n'utilisent que Windows, et à peu près autant utilisent une version ou une autre du « butineur » de Microsoft, Internet Explorer. Elle constitue pour l'entreprise de Redmond un avantage majeur. Mais entre la capture de clients, leur enfermement, provisoire ou définitif, et une véritable « captivation », il y a autant que de la coupe (presque pleine) aux lèvres. Un client capturé, mais non satisfait, non captivé, peut devenir très vite un client infidèle, voire un détracteur redoutable.

Rajoutons à cette capture des clients, celle de l'ensemble des autres sociétés éditrices de logiciels. Windows tient la place spécifique d'un système d'exploitation. C'est la clé de voûte de sa stratégie et de sa domination sans partage. En effet, le système d'exploitation agit comme une « biosphère » dans laquelle un vaste éco-système informatique peut se développer. Celui qui contrôle le territoire, contrôle l'accès à ce territoire et Windows tient là une place quasi monopolistique. Il est l'interface entre la machine et les logiciels qui y sont installés et il n'est pas beaucoup d'éditeurs de logiciels dans le monde qui puissent développer des solutions non « designed for Windows ». Cette situation est en train de changer.

De nombreux éditeurs informatiques secouent le joug et rendent leurs applications portables. D'autres, plus nombreux encore, attendent probablement des signes de faiblesse du géant pour oser s'affranchir complètement du jeu de pressions, formelles ou informelles, auquel ils sont soumis et qui conditionnait jusqu'à présent leur droit ou pas de s'exécuter sur Windows.

Pour « enfermer » ses clients, Microsoft n'hésite pas à utiliser des procédés pas toujours très clairs, et souvent au bord de la légalité, pratiques que certains procès ont mises en évidence. Ce ne sont pas les plaintes qui font foi, bien sûr – présomption d'innocence oblige – puisqu'il est évidemment plus tentant de chercher à obtenir des indemnités conséquentes de Microsoft que de l'épicier du coin, surtout aux Etats-Unis où les avocats sont payés à la commission. Mais certains jugements ont quand même prouvé que les pratiques de Microsoft ont parfois franchi la ligne jaune de la légalité, et que, même lorsque d'autres pratiques n'ont pas atteint ce degré-là, elles sont éminemment discutables du seul point de vue de l'éthique.

Et c'est sur ce plan, et sur les dégâts qu'ont pu causer ces pratiques et ces procès sur l'image de Microsoft dans le grand public, et même vis-à-vis de ses propres clients, que la situation est sans doute irrémédiable. Nous revoilà ainsi à notre point de départ.

Aucune entreprise ne peut plus, de nos jours, se tirer indemne de jugements américains ou européens confirmant des plaintes pour abus de position dominante, telles qu'elles peuvent par exemple se concrétiser par des pressions sur les vendeurs de matériels informatiques. Certains vont jusqu'à dire que les efforts désespérés de Microsoft pour maintenir sa position confinent parfois aux pratiques mafieuses. Essayez en France¹⁹, par exemple, d'acheter dans une grande surface un ordinateur sans

¹⁹ <http://www.aful.org/mailman/listinfo/detaxe> : liste de diffusion dont l'objet est de permettre le respect de la loi en matière d'achats d'ordinateurs et qui lutte contre la vente liée.

Windows pré-installé. Cela n'est pas possible, au mépris de la loi elle-même, qui sépare pourtant le matériel et le logiciel, et qui interdit la vente liée qu'elle assimile à de la vente forcée. Ou encore demandez à votre vendeur la part du prix qui revient à la machine et celle imputable aux logiciels. Là encore, au mépris de la loi sur l'affichage, il vous sera très difficile, sinon impossible, d'obtenir une réponse.

Du client conquis au client « locké »

La porte de Microsoft serait-elle fermée de l'intérieur ?

On s'intéresse souvent au « coût d'entrée » dans un système d'information, à ce que coûte un logiciel, son installation, la formation des utilisateurs, etc...

On s'intéresse assez peu au « coût de sortie », c'est-à-dire à ce qu'il faut, ou faudrait réinvestir pour migrer son système d'information. C'est question est pourtant centrale pour un passage de Windows vers GNU/LINUX ou autres logiciels libres. Certes, avoir une base installée importante de clients « capturés », et que l'on espère conserver dans cet état « locké » à tout jamais a des effets retardants évidents, du type « après moi, le déluge ». Ces effets sont, bien sûr, à prendre en compte dans l'analyse de la « fin annoncée » de Microsoft. La « liberté » a un coût, celui des coûts de migration, qui vont déterminer la faisabilité concrète et la durée de transition d'un système propriétaire vers un système ouvert et libre.

Mais lorsque la véritable « libération » se produira, et notre avis est qu'elle finira par se produire, ce sera une véritable réaction en chaîne. D'abord par les conséquences exponentielles de l'effet réseau, qui peuvent jouer négativement pour Microsoft après avoir joué positivement. Mais aussi parce que, une fois que l'on a goûté à la liberté, on ne supporte plus l'esclavage, même prétendument « pour notre bien ». Mais elle est à prendre en compte dans l'analyse de la fin de Microsoft. Il s'agit, pour déterminer la faisabilité et la durée du passage vers le libre, d'en comprendre finement les enjeux et les coûts.

Dans ces freins à cette migration, vers les « chemins de la liberté » diraient certains, l'importance considérable de la base installée, qui utilise les différents logiciels et applicatifs de Microsoft, a transformé ces produits en standards de fait, argument indiscutable utilisé ad nauseam par le marketing de Microsoft.

Et il est vrai qu'à l'intérieur de cette base installée, l'appropriation des logiciels de Microsoft et des savoir-faire qui y sont liés y est très importante. Il est clair que plus on travaille sur un même logiciel, plus la valeur de celui-ci augmente et donc le coût de migration-libération aussi.

Certes, des applications alternatives à celles proposées par Microsoft existent déjà dans tous les domaines, qu'il s'agisse d'applications bureautiques du type Office Suite, dans le domaine de la gestion de sites Web, dans celui de la messagerie électronique ou encore dans le domaine du groupware. Cette situation et la proximité fonctionnelle entre les logiciels libres et ceux de Microsoft ne rendent pas les apprentissages de ces derniers caducs dans l'utilisation de solutions alternatives. Loin s'en faut même.

Arrêtons nous un instant en particulier sur l'ensemble d'applications OpenOffice qui offrent une interface graphique et des fonctionnalités très semblables aux logiciels de Office Suite, ce qui diminuera, ou diminuerait, sensiblement, les coûts de la migration, et les freins à celle-ci. Notons également que la suite OpenOffice est portée sur Windows et comble d'ouverture, elle permet d'ouvrir des fichiers de la suite Office de Microsoft. Si tu ne viens pas au libre... le libre viendra à toi. De plus, la plupart des utilisateurs-clients de Microsoft, qui pourraient trouver eux-mêmes fort onéreux, dans leur cadre personnel ou familial, la possession et l'utilisation des logiciels de Microsoft utilisent, dans le cadre de leur entreprise ou administration, ces mêmes logiciels, qui leur apparaissent gratuits, même si ce n'est pas le cas pour leur organisation. De là à imaginer que le « piratage » de logiciels de Microsoft, tant que cela reste dans la sphère privée, n'est pas vraiment combattu, et qu'il serait même favorisé par Microsoft, il n'y a qu'un pas, que nous nous garderons cependant de franchir. Si Bill Gates a lu Machiavel, ce qui est probable, il y aura sans doute pensé. Là encore, les stratégies de Microsoft peuvent être efficaces, au moins à court terme.

Nous n'oublierons pas non plus ici de mentionner, outre les facteurs techniques ou financiers d'amortissement des investissements informatiques, les blocages « culturels » qui constituent une inertie considérable face à l'idée même de migration. On retrouve là, pour l'immense majorité d'utilisateurs informatiques, monopole de Microsoft oblige, les mêmes freins qui étaient à l'œuvre aux débuts de l'informatisation de masse. Et ce qui a été investi comme temps et adaptation par chacun pour se mettre à l'informatique devrait l'être à nouveau pour migrer ? Cette résistance au changement nous traverse tous. L'hégémonie de Microsoft n'est pas qu'une simple figure de rhétorique, elle est installée, pour beaucoup d'entre nous, au cœur de nos ordinateurs et de nos pratiques informatiques quotidiennes. Le coût de la liberté nous paraît parfois bien exorbitant en regard des efforts pour la conquérir. C'est d'ailleurs ici la vraie victoire de Microsoft, qui n'est pas tant le battage marketing qu'il orchestre savamment que l'utilisation banalisée de ses logiciels que nous faisons, tous ou presque, sans plus nous poser de questions, comme si les choses allaient de soi... On entend même parler parfois, on l'a déjà dit, comble de cette réussite, de standard Microsoft. Il n'empêche. Tôt ou tard, parce qu'on l'aura voulu ou parce que d'autres, nos patrons, nos organisations, nos porte-monnaie, la pression contre le piratage logiciel ou simplement nos propres décisions de libérer nos systèmes d'information nous conduiront à migrer. Nous sommes convaincus que ce n'est plus ici qu'une question de temps et de masse critique.

Le rôle des standards

L'argument, à la fois technique et organisationnel, le plus fort pour annoncer l'inéluctabilité de la « libération » des clients capturés par Microsoft est cependant ailleurs. Il concerne là encore, Internet et plus généralement l'émergence d'une société en réseau(x).

Les utilisateurs professionnels de l'informatique sont passés en 15 ans d'une informatique de gestion (bureautique) à une informatique de communication, d'échange, de partage. Ce passage implique une dimension nécessaire : l'interopérabilité.

Or le format propriétaire est intrinsèquement, ontologiquement, contre l'interopérabilité. Là encore c'est l'Internet (« inter-net », intercommunication de réseaux, ou networks) qui a inventé la véritable interopérabilité, par nécessité, pour réussir à faire communiquer entre eux des systèmes incompatibles.

Le HTML, langage cross-platform, a permis de s'affranchir, au moins pour échanger des informations d'abord élémentaires – purement textuelles – puis plus riches – images et sons – de par son association avec l'un des protocoles phares de Internet : HTTP. De plus, pour utiliser Internet, ou du moins pour communiquer par et grâce à Internet, il n'était plus nécessaire d'être informaticien, ni même utilisateur averti. Dans ce domaine, l'effet « retardant » d'une utilisation plus ou moins experte de tel ou tel logiciel avait perdu toute efficacité. Que vous utilisiez Netscape, Opera, Mozilla ou Internet Explorer n'avait pas beaucoup d'importance, au moins pour l'utilisateur moyen. Ce n'est qu'en associant systématiquement Internet Explorer à Windows que Microsoft a pu quasiment éliminer Netscape. Mais ceci est une autre histoire, qui a été tranchée, au moins au niveau légal, par la justice. MSN²⁰ ou AOL ne croyaient pas, ou ne voulaient pas croire, en l'Internet mais voulaient imposer leur propre réseau propriétaire, en vertu de l'importance de leur base installée, au moment où Internet n'en était qu'à ses premiers balbutiements. Début 94, 60 millions d'utilisateurs de Microsoft, 20 millions de clients d'AOL ou CompuServe, sans doute pas plus de deux millions d'utilisateurs d'Internet...

Mais la facilité d'utilisation d'Internet, associée à ses fantastiques possibilités, ont fait une partie de la différence. On n'exige, ou n'exigeait pas la même ergonomie d'un logiciel de communication que d'un logiciel bureautique. Dès lors qu'Internet s'avérait, aux problèmes de débit près, aussi facile à utiliser, ou presque, qu'un téléphone, le loup Internet était lâché dans la bergerie des « standards » propriétaires.

En effet, La convergence toujours plus grande de l'économie, du e-business et des processus intégrés (clients-fournisseurs) des entreprises étendues, de l'e-administration, des universités à distance, et tant d'autres relations dématérialisées, vers l'Internet, suscitent des besoins d'interconnexion toujours plus grand, dans leurs relations humaines mais aussi inter-applicatives et ce, bien plus loin que ce que

²⁰ MSN : Microsoft Network, réseau propriétaire jusqu'à ce que Microsoft le fasse converger vers Internet.

les protocoles de type EDI, utilisés par seulement 15.000 entreprises françaises au cours de la décennie 1990-1999, pouvaient offrir. Là aussi seul un langage Internet qu'on définit comme un ensemble de dictionnaires va permettre aux systèmes d'information de partager données et transactions en parlant une langue commune, s'affranchissant ainsi des formats propriétaires qui rendent les informations prisonnières et les systèmes autistes.

Sous la houlette du W3C, l'avènement du XML comme standard oblige d'ailleurs maintenant les éditeurs logiciels à s'interfacer en entrée/sortie de leurs applications avec des fichiers XML, seuls capables de permettre à leurs données d'interagir avec d'autres applications. Même Microsoft a dû se plier à cette directive, puisque Office System 2003, qui remplace la suite Office 2000 se présente comme tournée résolument vers le XML.

Or que restera-t-il de spécifique aux applications quand celles-ci produiront des fichiers aux formats ouverts ? Certes, on ne remplacera pas du jour au lendemain les millions de modèles ou plugins de type Excel. Mais le reverse engineering, dès lors que les données sont facilement récupérables, devrait permettre assez facilement de reconstituer ces modèles sans enfreindre le copyright. Là encore, entre copyleft et copyright, il semble bien que le vent ait définitivement tourné, et que l'on arrive dans une période où l'on pourra se passer assez aisément, pour continuer à faire vivre ses données, de l'application qui a servi à créer le fichier correspondant. On passe d'une période dans laquelle le carburant – les données – utilisé n'était exploitable que dans un type de véhicule donné, à un carburant universel. Oui, les tenants du copyright, au moins au niveau des applications, ont bien du souci à se faire.

Pour lire les données issues et traitées par le « Microsoft futur », en fait des données XML, nous n'aurons plus besoin de Microsoft. Le client captif se libère un peu, grâce à un standard ouvert, standard non seulement de droit, mais aussi, par son ouverture et son interopérabilité exigée, de fait.

On retrouve là la ligne de fracture entre système ouvert et système fermé, système libre et système propriétaire. Encore un effet du réseau Internet. L'information veut être libre, et ses utilisateurs libérés de toute tutelle. C'était d'ailleurs en filigrane dès l'invention du protocole de base d'Internet, le protocole IP, dont le « cahier des charges » exigeait la nécessité d'un réseau « a-centré » de décomposition/recomposition de paquets capables d'emprunter n'importe quelle route pour être délivrés. On ne pouvait pas mieux annoncer la fin des modèles classiques, « à la Minitel » des réseaux hiérarchiques (qui n'avaient de réseau que le nom).

L'effet boule de neige, à la fois promoteur et adversaire de Microsoft

La valeur d'un produit, et encore plus celle d'un service « de communication et d'échange » dépend du nombre de ses utilisateurs. Lorsque le premier télécopieur a été mis en service, sa valeur autre que celle de « tape-à-l'œil », était nulle, la mise en service du second télécopieur a apporté beaucoup, non seulement à son propriétaire, mais aussi au propriétaire du premier fax. C'est l'effet fax, ou l'effet réseau-client, que Kevin Kelly a fort bien mis en évidence. La valeur du service augmente en fonction du nombre de ses utilisateurs, et c'est aussi vrai pour les premiers utilisateurs, qui ont eux-mêmes intérêt à ce que le nombre d'utilisateurs augmente. Tout le contraire de l'équation traditionnelle : « la rareté fait la valeur d'une chose ». D'une chose, peut être, d'un service ou d'un produit de communication, sûrement pas. On peut dire la même chose du téléphone, fixe et maintenant mobile, plus de 2 français sur trois en ont un désormais, alors qu'en 1995 il n'existait quasiment pas. Même chose encore du e-mail dont le premier date de 1969. Pour un service ou produit de ce type, l'essentiel est donc d'atteindre une certaine masse critique, celle qui transforme les boules de neige en avalanche.

En fait cet effet-fax est lié à l'utilisation partagée d'un même type de produits ou de services. Il ne joue évidemment pas pour « l'effet-Ferrari », pour lequel l'heureux (?) propriétaire d'un tel engin n'a aucun intérêt, bien au contraire, à ce que la possession de ce type de véhicule devienne aussi banale que celle d'une VW coccinelle ou d'une 2 CV Citroën il y a trente ans. On pourrait rapprocher cela de l'effet standard décrit précédemment. Les informations ont besoin d'être standardisées pour être échangeables, et donc échangées, et les logiciels qui permettent cette standardisation, de droit et de fait, seront donc recherchés.

Cet effet réseau a longtemps joué pour Microsoft, d'abord pour tuer l'OS/2 d'IBM (20 fois plus d'utilisateurs des produits bureautiques de Microsoft que de ceux d'IBM), quelle que soit leur qualité respective, puis pour limiter à la portion congrue l'influence d'Apple, et enfin pour euthanasier Netscape. Il semble que maintenant, cet effet réseau puisse se retourner contre Microsoft, en faveur cette fois-ci, des logiciels libres et des standards de l'Internet. Le fait qu'il y ait 2 à 3 fois²¹ plus de « nœuds » de réseau qui fonctionnent sous un logiciel serveur libre (Apache) que sous un logiciel Microsoft (IIS) est sans nul doute symptomatique. L'interopérabilité exigée entre applications fera peut-être le reste. Nous approchons sans nul doute de la masse critique pour le déclenchement de l'avalanche du logiciel libre, ou mieux, libérateur.

Entre captivité et piraterie, une seule alternative, le logiciel libre ?

Le prix affiché, public, des logiciels Microsoft a dissuadé de nombreux individus de se les procurer légalement, honnêtement. L'excuse était certes vite trouvée. On ne vole pas un voleur, et comme Microsoft vend trop cher ses logiciels, c'est donc un voleur, et je peux donc me servir sans remords. Ce syllogisme, d'apparence imparable, est évidemment faux. En économie de marché, décréter qu'un produit ou un service est « trop cher » n'a pas de sens. A moins qu'on ne soit plus en situation de marché, et qu'on ne puisse pas choisir d'alternative. Mais il a toujours existé des alternatives à Microsoft, le MacOS ou Unix comme système d'exploitation, même si le MacOS d'Apple était encore plus cher que le couple Windows-PC de WinTel – Microsoft et Intel – et Unix était plus compliqué à utiliser, pour l'utilisateur moyen, que le DOS de Microsoft. En fait, on était libre sans l'être totalement, dès lors que l'informatique, d'individuelle qu'elle était au milieu des années 1980, est devenue collective, les données n'ayant un intérêt que partagées. Et ceux qui ont tenté d'échanger des informations entre différentes configurations, logicielles et matérielles, savent la difficulté et le temps perdu considérable que cela a pu représenter.

Nous n'en sommes heureusement plus là, et l'échange d'informations, de données formatées sous une forme quasiment universelle, est maintenant à la portée de tous. L'ouverture des standards, et en particulier des formats de données, va sans doute enlever toute justification pour pirater les produits informatiques et bureautiques, d'autant plus sans doute que les rentes de situation dues aux formats propriétaires et monopolistiques vont diminuer fortement, puisque Microsoft et d'autres grands éditeurs de logiciels vont être plus ou moins contraints de diminuer leurs tarifs, sans nul doute extravagants par rapport à leurs coûts de production et surtout de reproduction. Mais, encore une fois, ce n'est pas parce qu'une orange nous apparaît comme étant vendue trop chère qu'on a le droit – moral ou non – de la voler, surtout si on peut trouver une pomme pour la remplacer. Entre pirate et client, existe dans de nombreux cas, la double alternative d'être libre et honnête.

Il est vrai que devoir payer sans cesse la même orange, ou plutôt des versions reconditionnées, repackagées de la même orange, débarrassée de certains de ses parasites – ou bugs - est difficilement tenable pour un particulier. De fait, si chacun d'entre nous faisait l'inventaire de son parc logiciel, ré-estimé de cette perpétuelle fuite en avant – appelée remise à niveau – presque imposée à chaque utilisateur par les grands éditeurs, on atteindrait une somme astronomique. Chacun d'entre nous sans doute, est devenu, peu ou prou, un pirate, c'est à dire un voleur. Plus ou moins coupable, certes, en oscillant perpétuellement entre client capturé, ou captif, honnête par force – lorsqu'on rachète un nouveau PC avec une partie logicielle indissociable de cet achat – et pirate malhonnête.

Comment ne pas signaler, à cet égard, que le marché, en particulier celui des compétences techniques et informatiques, ferme les yeux, quand il ne va pas jusqu'à encourager ce genre de pratique. Qui ne connaît l'histoire de celui, au chômage ou en formation « permanente » pour suivre l'évolution inflationniste des offres logicielles et des demandes du marché de l'emploi et qui voulait se re-qualifier, en travaillant par exemple dans l'infographie ou la retouche vidéo ou dans tout autre métier où l'informatique est présente (et ils sont nombreux), et qui voudrait s'auto-former ? Légion ! S'ils voulaient se former honnêtement, ils devraient d'abord payer les licences de Microsoft,

²¹ <http://www.serverwatch.com/stats/netcraft/article.php/3308631>

ainsi que celles d'autres logiciels comme ceux des sociétés Adobe ou de Macromedia dont les prix sont également très élevés. Et quid de toutes les connaissances métier qui exigent des compétences pointues sur ces logiciels ? Quelle alternative pour le candidat à cette requalification ou évolution de carrière, autre que payer, ou pirater, pour se former ? Devant cette hypocrisie généralisée, certains vont même jusqu'à dire que, pirater c'est sponsoriser les monopoles, variante informationnelle du syndrome de Stockholm.

Le secteur public entre dans la danse

Et pour finir le lot de mauvaises nouvelles dont Bill Gates nous invite expressément à l'informer, esquissons ce qui sera peut-être l'ultime coup de grâce au géant américain : la prise de conscience de nombreux Etats dans le monde des enjeux stratégiques des logiciels et des systèmes informatiques qui portent les fondements technologiques de la société de la connaissance. Inutile de développer une argumentation bien grande en ce qui concerne les enjeux des standards Internet et des logiciels libres pour les collectivités publiques. Nous nous contenterons de produire ici l'extrait d'une lettre²² édifiante à bien des égards sur ce sujet. Il s'agit d'une réponse au Directeur Général de Microsoft Pérou **par le député Villanueva Nuñez**. Pour expliquer un peu le contexte de cet échange de courrier, disons qu'il fait suite à un projet de loi du gouvernement péruvien qui vise, dit-il, « **à établir les conditions dans lesquelles les organismes de l'État acquerront du logiciel dans le futur** ». Elle éclaire, mieux que de longs discours, sur l'ensemble des enjeux des systèmes d'informations des collectivités publiques.

« Lima, le 8 avril 2002.

A Monsieur JUAN ALBERTO GONZÁLEZ
Directeur Général de Microsoft Pérou

Cher Monsieur.

Avant toute chose, je vous remercie de votre lettre du 25 mars 2002 dans laquelle vous exprimez la position officielle de Microsoft concernant le Projet de Loi N° 1609, Logiciel Libre dans l'Administration Publique, qui est inspirée sans aucun doute par le désir d'aider le Pérou à réussir à trouver sa place dans le contexte technologique global. Animé du même esprit et convaincu que nous trouverons les meilleures solutions par l'échange d'idées claires et ouvertes, je me permets de répondre, par la présente, aux commentaires contenus dans votre lettre.

Je reconnais que des opinions comme les vôtres constituent un apport significatif, mais elles m'eussent été plus utiles si, en plus de formuler des objections à caractère général (que nous analyserons en détail plus loin) vous aviez rassemblé des arguments solides sur les avantages que le logiciel propriétaire peut apporter à l'État Péruvien et à ses citoyens en général, car cela aurait pu permettre un échange plus clair dans le respect des positions de chacun.

(...)

Les principes élémentaires qui inspirent le Projet sont liés aux garanties fondamentales d'un État démocratique de droit, telles que :

- Libre accès du citoyen à l'information publique ;
- Pérennité des données publiques ;
- Sécurité de l'État et des citoyens.

Pour garantir le libre accès des citoyens à l'information publique, il est indispensable que l'encodage des données ne soit pas lié à un fournisseur unique. L'utilisation de formats standards et ouverts permet de garantir ce libre accès, et d'obtenir, si nécessaire, la création de logiciel libre compatible.

²² <http://www.aful.org/politique/perou/rescon-fr.html>

Pour garantir la pérennité des données publiques, il est indispensable que l'utilisation et le maintien du logiciel ne dépendent pas de la bonne volonté des fournisseurs, ni des conditions de monopole imposées par ceux-ci. Pour cela l'État a besoin de systèmes dont l'évolution puisse être garantie par la disponibilité du code source.

Pour garantir la sécurité de l'État ou sécurité nationale, il est indispensable de se baser sur des systèmes dépourvus d'éléments qui en permettent le contrôle à distance ou la transmission non désirée d'information à des tiers. Par conséquent, il faut des systèmes dont le code source est librement accessible au public pour permettre son examen par l'État lui-même, les citoyens, et un grand nombre d'experts indépendants dans le monde. Notre proposition apporte un plus de sécurité, puisque la connaissance du code source élimine le nombre croissant de programmes contenant potentiellement du *code espion*.

De cette façon, notre proposition renforce la sécurité de nos citoyens, à la fois en tant que détenteurs légitimes de l'information gérée par l'État, et en tant que consommateurs. Dans ce dernier cas, c'est en permettant l'apparition d'une offre étendue de logiciel libre dépourvu de potentiel *code espion* susceptible de mettre en péril la vie privée et les libertés individuelles.

En ce sens, le projet de loi se limite à établir les conditions dans lesquelles les organismes de l'État acquerront du logiciel dans le futur, à savoir, de façon compatible avec la garantie de ces principes fondamentaux...(...) »

Cet extrait de la lettre du député péruvien introduit bien les enjeux stratégiques des systèmes d'information des collectivités publiques. Ce que nous pourrions ajouter c'est que si le citoyen a obligation de fournir à l'Etat des informations, la contrepartie obligatoire de l'Etat est d'assurer que les outils informatiques de traitement de ces données garantissent l'accès aux informations, la confidentialité et la sécurité et les libertés individuelles.

Les enjeux sont clairs. Les logiciels libres et les standards sont plus qu'une alternative pour les collectivités publiques en France et dans le monde. Ils sont une nécessité, un impératif démocratique. En fait, les collectivités publiques partagent, ou devraient partager, avec l'Internet et les logiciels libres la même nature, les mêmes valeurs : l'accessibilité, le droit de ne pas être exclu, le patrimoine public.

Les valeurs de la république sont : liberté, égalité, fraternité ? Ce sont aussi les valeurs des communautés qui travaillent autour d'Internet, même si ces mots ne sont pas toujours explicités. Alors c'est dit ! Service public et logiciels libres, même combat. Ils ne pouvaient que converger. Nous observons d'ailleurs dans cette convergence de valeurs bien plus encore que de simples choix techniques, mais sans doute un puissant catalyseur pour une « refondation » du service public.

Ce dernier, dépoussiéré de ses accents trop centralisateurs ou procéduriers pour augurer de nouvelles pratiques du bien commun, va se reconstruire, non plus sur l'expertise technocratique ou sur les visions paternalistes d'une démocratie représentative qui s'essouffle, mais sur une participation libre de chacun à construire et développer plus de liberté pour tous. Et dans une ironie presque paradoxale, cela semble redonner crédit à la « main invisible » d'Adam Smith qui régulerait harmonieusement non plus le marché mais l'espace public et où ce qui serait bon pour chacun le serait également pour tous. C'est en tous cas ce que laissent espérer les pratiques des communautés du logiciel libre et de l'Internet. De plus en plus de gens participent au service de plus en plus de gens.

Voilà bien un contre-modèle aux tentatives monopolistiques encore prévalentes dans le monde. Au-delà de l'exemple de Microsoft, la mondialisation qui se construit sur la fin de règne des entreprises capitalistes géantes nous a servi et nous sert encore assez de ses fusions, acquisitions et absorptions en tout genre pour y voir encore et toujours une tendance plus structurelle (cf. Marx « Petit capitaliste doit devenir grand ou mourir »). Le libéralisme industriel était peut être différent – et le libéralisme post-industriel et informationnel plus encore sans doute – mais sous sa forme capitaliste, la tendance inhérente à une accumulation de richesses et de pouvoir ne peut que conduire à ce que les intérêts de toujours moins de gens ou de sociétés tentent de profiter de toujours plus de monde. Le droit

d'exclure de la propriété privée contre le droit de ne pas être exclu de la propriété publique.

Voilà l'enjeu majeur de la fracture, ou non-fracture, numérique. Et comme le disait, en substance, Stallman à la suite du Sommet mondial sur la société de l'information de la fin 2003, les « clôtures » techniques ou financières mises en place par les solutions propriétaires visent à exclure. La responsabilité d'une collectivité publique est donc de garantir l'égalité de droit de chacun face aux enjeux de la société de l'information et d'offrir un accès universel aux services en ligne. C'est aussi, ou ce doit être, un des enjeux majeurs de l'e-administration.

C'est au nom de tous ces enjeux, et des avantages manifestes des logiciels libres et des standards à servir les obligations des collectivités publiques et d'une prise de conscience partout mieux éclairée de l'importance stratégique du choix des outils et des logiciels pour construire la société de l'information, que de plus en plus d'initiatives sont prises partout dans le monde.

Ainsi, par exemple, les pays en voie de développement ont grâce aux logiciels libres et aux standards de l'Internet, la possibilité d'accéder à des logiciels de haute qualité technique pour un prix minimum. Ils constituent également un témoignage concret de la possibilité pour les pays riches de faire preuve de solidarité dans le domaine des TI. Les logiciels libres sont d'ailleurs le plus grand transfert de technologie jamais réalisé entre le Nord et le Sud.

Si l'épicentre de la vague des logiciels libres et des standards de l'Internet se situe en Asie où le Japon, la Chine et la Corée du Sud, ont signé fin 2003 un accord pour financer le développement de logiciels libres, c'est sur les cinq continents que se succèdent les annonces avec pour résumer la doctrine générale, cette formule du ministre Vénézuelien de la planification et du développement, le Dr. Felipe Pérez-Martí : « **logiciel libre autant que possible et propriétaire seulement si nécessaire.** »

Voilà qui ne va pas arranger davantage les affaires de Microsoft.

Conclusion

D'autres mailles enserrant Microsoft et contribuent également à l'étouffer dans la toile. Nous n'avons pas insisté ici sur les effets de « réseautage » d'une communication planétaire permise par Internet et qui contrebalance les millions de dollars que la firme américaine peut dépenser pour soigner son image. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à voir les milliers de forums, les sites, qui proposent un autre regard sur Microsoft.

Nous n'insisterons pas non plus sur les stratégies « fat-client » qui ont fait le PC et la fortune de Microsoft et qui, avec l'avènement du « Net-computing » qui se développera à mesure que les connexions à haut débit augmenteront, pourraient bien être remises en cause au profit d'architectures de systèmes d'information basées de plus en plus sur des logiques « réseau » appuyées sur des terminaux devenus intelligents, le tout offrant des modèles techniques et économiques plus légers, plus évolutifs, facilement maintenables et bien entendu moins dispendieux à la gestion de l'information. Le problème de Microsoft pourrait bien s'aggraver des problèmes du PC. Mais arrêtons là les mauvaises nouvelles et concluons.

Choisir un logiciel n'est pas un acte neutre. Il doit être fait en conscience. Le débat entre logiciel libre et propriétaire ne peut se cantonner aux seules approches de différences de fonctionnalités ou d'ergonomie entre des solutions informatiques. Choisir tel ou tel système d'exploitation, logiciels, architecture réseau, c'est choisir un type de société. On ne peut plus prétendre que les logiciels libres ou propriétaires, les standards et protocoles de l'Internet ne sont que des outils. Ou alors ce sont surtout des outils politiques. Après tout, le feu, l'imprimerie ne sont aussi que des outils. On aura pu mesurer depuis leur découverte ou leur invention quelles mutations anthropologiques ils ont conditionnées.

Le support c'est le message disait Mac-Luhan. Qu'à cela ne tienne ! Il nous reste à choisir dans quelle « biosphère » informatique cette société de l'information doit se développer.

Mais c'est vrai qu'il est plus facile pour se voiler la face de sa propre implication dans ce débat, encore une fois monopole de Microsoft oblige et, parce que nous y sommes soumis au coeur de nos pratiques informatiques quotidiennes, et à ce titre interpellé personnellement, de faire comme s'il ne concernait que quelques spécialistes. Stendhal ne disait-il pas que les gens n'aiment pas la liberté ? C'est que pour le dire avec Sartre, elle implique la responsabilité. Et c'est peut-être là que le bât blesse.

Mais de ne pas savoir quoi faire de sa propre inertie à franchir le pas ne nous dispense pas de réfléchir à cela. Faudra-t-il pour autant que ceux qui travaillent à nous proposer d'autres outils en même temps que d'autres modèles, finissent par s'excuser d'être militant ? Comme le comble absolu et la victoire définitive d'une économie capitaliste qui tente de se recycler et de prendre pied, coûte que coûte, sur les nouveaux territoires de l'Internet et du réseau. Internet qui cherche encore, d'ailleurs, moins à définir ses valeurs qui, somme toute, sont vieilles comme le monde, que d'accroître concrètement le nombre de ses promoteurs.

Notre analyse aura tenté de s'en tenir aux faits. Permettez que notre conclusion résonne davantage comme un hommage à tous ceux qui développent l'Internet et les logiciels libres. Ils nous apportent, sans discours pour l'essentiel et depuis leurs pratiques quotidiennes, patientes et passionnées, la démonstration qu'un autre monde est possible. Un monde construit sur l'éthique, le partage, la transparence, l'ouverture, un autre rapport aux autres et à l'argent où le profit des uns n'exclut pas les autres.

Si c'est bien à l'affrontement d'un système de valeurs contre un autre auquel il nous est donné d'assister, nous n'en sommes pas moins, nous-mêmes, convoqués à y participer. Qu'on ne se méprenne pas ici. Il ne s'agit pas de culpabiliser, ni de dire que les logiciels de Microsoft sont « pourris », nous avons pris soin de nous en défendre en commençant notre article. Il s'agit simplement d'inviter nos lecteurs, comme nous le faisons pour nous-même, à porter leur attention sur leurs systèmes d'informations et à aborder le développement des logiciels libres et des standards de l'Internet avec un regard qui crève un peu l'écran, ou aille au-delà de l'arbre, des seules pratiques informatiques, reléguant dès lors la disparition de Microsoft à un simple épiphénomène presque anecdotique. En tous cas, nous espérons que cet article y contribue et formons le vœu qu'il serve à la fois d'encouragement à ceux qui nous ont ouvert la voie et de remerciements pour ce qu'ils font pour notre liberté.

Alors peut-être un autre Microsoft, tel le Phoenix, pourra-t-il renaître de ses cendres. Après tout, à l'origine, SONY fabriquait bien des cuiseurs pour riz...

Enfin, à tout seigneur, tout honneur, laissons à Bill Gates le dernier mot. C'est la conclusion de son dernier opus, « Le travail à la vitesse de la pensée²³ » : « **Le style de vie Internet peut augmenter l'engagement du citoyen dans la vie publique. Beaucoup de décisions à prendre sont politiques, sociales, et non techniques : comment donner à tous l'accès au Web, comment protéger les enfants... Quelle que soit leur culture, les citoyens doivent s'engager dans l'impact social et politique de la technologie numérique, afin de faire en sorte que cette nouvelle ère reflète bien la société qu'ils désirent** ».

CQFD !

Copyright (c) 2004 – Bruno Lemaire – Bruno Decroocq
Verbatim, copying and redistribution of this entire article are permitted provided this notice is preserved.

²³ p 373, « Le travail à la vitesse de la pensée » Bill Gates, Editions Robert Laffont - © 1999